



Agence Française de Développement
5 Rue Roland BARTHES
75012 PARIS

OBJET : Technical support to BRDE (Regional Development Bank of Brazil's Southern region)

SYF-2025-0287

TDR - Lot 1 - Support to BRDE's sustainable finance practices

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert – En application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

1. Détail du projet AFD-BRDE

Contexte et défis stratégiques du projet

La région sud du Brésil, composée des états de Paraná, Santa Catarina et Rio Grande do Sul, couvre une superficie de 580.000 km² avec une population de plus de 30 millions d'habitants. La région accueille des secteurs essentiels à l'économie brésilienne et est l'une des principales zones agricoles du pays. Malgré des indices de développement humain (IDH) élevés, le territoire n'est pas exempt de disparités socio-économiques. Les zones rurales et les périphéries urbaines sont souvent marquées par une grande vulnérabilité sociale, où l'accès aux services essentiels reste limité.

Ces dernières années, la région sud a connu une série d'événements climatiques extrêmes, notamment des pluies torrentielles, des tempêtes, des gelées et des sécheresses. En mai 2024, l'état de Rio Grande do Sul a fait face à des inondations dévastatrices, entraînant des pertes humaines et matérielles importantes. Ces intempéries ont causé la mort de plus de 160 personnes, tandis que plus de 2,3 millions d'habitants ont été touchés avec 60.000 maisons endommagées ou détruites. Dans ce contexte, le besoin urgent d'adaptation au changement climatique est une priorité politique au Brésil.

Face à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles liées à la déréglementation climatique dans la région Sud, il semble essentiel de développer des solutions de financement qui contribuent à l'effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et permettant une meilleure adaptation aux effets du changement climatique.

Les 34 banques publiques, **agences de développement et coopératives de crédit brésiennes réunies dans le cadre du Système national de développement (Sistema Nacional de Fomento - SNF) jouent un rôle structurant dans le financement de l'investissement et la politique sociale à moyen et long terme.** Parmi les acteurs du SNF, la Banque régionale de développement de l'Extrême-Sud - BRDE a été l'un des premiers à intégrer l'Agenda 2030 au cœur de sa stratégie. Partenaire de l'AFD depuis 2018, le BRDE a pour objectif de soutenir davantage la résilience climatique des territoires, notamment dans le secteur agricole et des infrastructures publiques.

Objectif et objectifs spécifiques du projet

Le projet vise à améliorer le financement des investissements durables et à contribuer à une meilleure adaptation aux événements climatiques extrêmes dans la région sud du Brésil.

Plus précisément, le projet vise à :

- Continuer à soutenir la BRDE dans sa stratégie de financement des objectifs du développement durable, en mettant l'accent sur le financement d'actifs à faible émission de carbone et mieux adaptés aux effets du changement climatique ;

- Accompagner la BRDE dans sa capacité à proposer aux collectivités et acteurs économiques de la région Sud des instruments financiers pour anticiper, réduire et, le cas échéant, faire face aux conséquences des événements climatiques extrêmes.

Contenu du projet et stratégie

Le projet sera mis en œuvre au moyen de deux instruments :

- Une ligne de crédit à long terme d'un montant total de 120 millions d'EUR en faveur de BRDE;
- Une subvention pour le financement d'un programme de coopération technique en faveur de la BRDE et de ses clients.

Article 2. Objet du contrat

1. But

La coopération technique a pour objectif d'accompagner la banque dans la mise en œuvre de sa stratégie de banque durable. Dans l'instruction, les grands thèmes de coopération technique ont été identifiés. Tous ces soutiens s'inscrivent dans le cadre du plan d'action pluriannuel 2025-2028 de la Banque, qui vise à renforcer sa politique de responsabilité environnementale et sociale.

2. Objectifs spécifiques

Le programme d'activités prévu dans cet appel d'offres comprendra les axes suivants :

1. Politique de responsabilité sociale, environnementale et climatique

Le BRDE a demandé un soutien technique pour renforcer sa gestion des risques financiers liés au climat. Les événements récents dans la région ont montré à quel point les risques physiques sont devenus tangibles pour l'économie et le système financier locaux. La Banque entend donc renforcer ses outils d'anticipation et de maîtrise de ces risques, en insistant sur les menaces climatiques à court terme. Les précédents soutiens de l'AFD ont contribué à la création d'un système de gestion des risques environnementaux, sociaux et climatiques conforme aux exigences réglementaires. Il s'agit d'approfondir ces travaux.

Les initiatives décrites ci-dessous visent non seulement à répondre aux exigences des résolutions CMN 4.943 du 15/09/2021 et BCB 151 du 06/10/2021, mais aussi à renforcer la gestion proactive et l'atténuation des risques sociaux, environnementaux et climatiques (RSAC) dans le BRDE :

- a) Mise à jour des indices de vulnérabilité et menaces climatiques, en tenant compte :
 - i. Révision du scénario climatique utilisé dans la modélisation des risques climatiques locaux;
 - ii. Intégration de scénarios à court et moyen terme;
 - iii. Inclusion de nouvelles menaces telles que les inondations fluviales et côtières, les glissements de terrain, l'érosion et les vagues de chaleur.
- b) Gestion du risque climatique de transition, y compris :
 - i. Mise en place de mécanismes de surveillance du portefeuille de crédit exposés à des secteurs sensibles aux changements réglementaires, technologiques, de marché et de réputation;
 - ii. La définition des limites d'exposition;
 - iii. Établissement d'indicateurs de suivi des risques climatiques de transition.
- c) La gestion du risque de concentration, qui comprend :
 - i. Mise en place de mécanismes permettant d'identifier et de surveiller les concentrations de crédit dans les secteurs et régions les plus vulnérables aux risques climatiques;
 - ii. Fixation de limites d'exposition;

iii. Définition d'indicateurs pour contrôler ces expositions.

- d) Développement d'un outil automatisé pour catégoriser les risques sociaux et environnementaux des clients, en y incorporant des facteurs aggravants et atténuants conformément aux directives de la Banque centrale du Brésil (BACEN), dans le but de fournir des informations pour la prise de décision et aider à atténuer les impacts et l'identification des opportunités.
- e) Développement d'une plateforme intégrée pour fournir des informations détaillées sur les risques sociaux, environnementaux et climatiques (RSAC) à différents niveaux de granularité, dans des contextes nationaux et internationaux.
- f) Développement d'un outil et d'une procédure structurée pour évaluer la résilience et la vulnérabilité du portefeuille de crédit du BRDE face à des scénarios climatiques extrêmes, au moyen de tests de stress.
- g) En outre, le programme de coopération technique prévoit la fourniture de modules de formation sur les normes de la Banque mondiale pour le financement de projets présentant des risques sociaux et environnementaux élevés et significatifs (classés B+ et A). Cette formation aura un objectif très opérationnel et devrait permettre à la BRDE d'effectuer les démarches nécessaires pour assurer le respect des normes de la Banque mondiale.

2. Financement d'infrastructures durables auprès des collectivités

Les autorités locales représentent environ 5 % du portefeuille de crédit du BRDE. La Banque a accordé 300 millions de BRL (environ 50 millions d'euros) aux municipalités en 2023, soit une augmentation de près de 40 % par rapport à l'année précédente. La Banque entend renforcer son soutien à la conception, à la promotion et à l'exécution des politiques publiques des États et des municipalités. Il a ainsi développé le programme *BRDE Mais Municípios* qui vise à fournir un soutien technique dans la structuration des opérations de crédit, notamment les partenariats publics-privés.

Le programme de coopération technique doit permettre à la BRDE de renforcer ces actions, notamment en aidant les communes clientes à préparer des infrastructures plus résilientes aux effets du changement climatique et à élaborer des plans d'urgence et d'adaptation.

- Villes intelligentes - axées sur des villes efficaces, connectées et durables grâce à des innovations technologiques. Les projets doivent viser à fournir un environnement urbain qui favorise le développement humain, utilise les ressources naturelles de manière durable et stimule l'économie locale en utilisant des technologies pour résoudre des problèmes concrets, créer des opportunités, Offrir des services efficaces, réduire les inégalités et accroître la résilience.
- Solutions basées sur la nature (SBN) - qui utilisent la nature et les fonctions naturelles d'écosystèmes sains pour relever les défis actuels de l'économie verte, de la gestion

de l'eau, de la résilience climatique, de la perte d'habitat et de biodiversité, de la pollution atmosphérique/émissions de CO2, de la régénération urbaine, la gestion des espaces verts, la justice et la cohésion sociale, la santé et le bien-être humain, entre autres;

- Reconstruction, atténuation et adaptation au changement climatique - qui devraient prévoir des solutions plus résilientes aux menaces climatiques et aux tendances locales du climat pour réduire les cas de dommages similaires à l'avenir. Le programme de coopération technique doit aider les municipalités clientes du BRDE à élaborer des plans d'urgence et d'adaptation au changement climatique.

3. Agriculture durable

Le programme de coopération technique soutiendra la BRDE dans son offre de crédit pour des solutions durables aux agriculteurs de la région. Les consultants devraient contribuer à renforcer :

- Le suivi, évaluation et alignement sur l'ODD 2 de la sécurité alimentaire, de l'agriculture durable et résiliente, et sur la ligne de crédit AFD ;
- La formation sur le suivi et l'évaluation des indicateurs d'impact pour le secteur agricole.

3. Les résultats attendus du programme

Les résultats attendus du programme de coopération technique sont les suivants :

Résultats escomptés	Activités
<u>Phase de démarrage</u>	Définition d'un plan d'activités précis et du calendrier de mise en œuvre de la coopération technique
<u>Résultat 1 :</u> Renforcer la politique de responsabilité sociale, environnementale et climatique	1.1 Mise à jour des indices de vulnérabilité et menaces climatiques
	1.2 Soutien à la gestion des risques climatiques de transition
	1.3 Soutien à la gestion du risque de concentration

	1.4 Soutien pour le développement d'un outil automatisé de catégorisation des risques sociaux et environnementaux
	1.5 Soutien au développement d'une plateforme intégrée pour fournir des informations détaillées sur les risques sociaux, environnementaux et climatiques (RSAC) à différents niveaux de granularité, dans le contexte national et international.
	1.6 Réalisation de tests de stress liés aux risques climatiques
	1.7 modules de formation sur les normes de la Banque mondiale pour le financement des projets à haut et haut risque d'E&S (classés B+ et A)
<u>Résultat 2</u> Renforcer le financement des infrastructures durables et améliorer la résilience des communautés	2.1 Développement d'études en faveur d'au moins 5 municipalités clientes de la BRDE qui ont été touchées par les inondations
	2.2. Élaboration d'au moins 5 projets pilotes personnalisés pour la mise en œuvre de projets de solutions basées sur la nature, d'atténuation du climat ou d'infrastructures durables pour réduire les vulnérabilités des municipalités
	2.3. Préparation de projets pour au moins 5 municipalités aux fins du développement et de la mise en œuvre d'ouvrages ou de mesures issus des plans d'adaptation au climat
<u>Résultat 3</u> Accompagner l'offre de crédits en faveur de l'agriculture durable	3.1 Suivi, évaluation et alignement sur l'ODD 2 de la sécurité alimentaire, de l'agriculture durable et résiliente, et sur la ligne de crédit AFD.
	3.2 Évaluation et formation des indicateurs d'impact pour le secteur de l'agriculture

4. Étendue et durée du service

La portée de l'intervention comprend toute la région sud du Brésil, principalement les trois états du Paraná, de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul. Il convient de noter que les articulations avec l'état limitrophe du Mato Grosso do Sul, dans lequel la BRDE intervient, peuvent être nécessaires dans le cadre de l'AT.

La mise en œuvre complète du programme de coopération technique est prévue pour une période maximale de 36 mois à compter du lancement de la prestation.

L'équipe devrait être opérationnelle le 1er septembre 2025 pour le lancement des opérations de Coopération technique.

Article 3. Nature des prestations demandées

Le consultant entamera, au début de la prestation technique, une phase d'échanges et de discussions avec la BRDE et l'AFD afin de bien cadrer les activités de coopération technique. Cette phase initiale, particulièrement importante pour le bon déroulement de la prestation et sa bonne appropriation par tous, sera matérialisée par (i) l'émission d'un rapport de démarrage reprenant notamment le plan détaillé des activités de la Coopération Technique et (ii) La tenue d'une réunion dédiée impliquant le BRDE et l'AFD.

1. Composante n°1 : Renforcer la politique de responsabilité sociale, environnementale et climatique

1.1 Sous-section 1 : Mise à jour des indices de vulnérabilité et menaces climatiques

- **Objectif :** Améliorer l'exactitude et la représentativité de l'indice de vulnérabilité climatique générale, en garantissant un alignement sur les données les plus récentes et les projections climatiques mises à jour.

Cet objectif se traduira par les activités suivantes :

- Mise à jour du *scénario climatique* futur actuellement utilisé dans la modélisation de calcul du risque climatique localisé (RCP 8.5 du GIEC AR5), en adoptant l'un des scénarios présentés dans le sixième rapport d'évaluation du GIEC (AR6) et/ou l'un des scénarios développés par le NGFS, visant à une plus grande adhésion aux projections climatiques mises à jour et à l'alignement sur les meilleures pratiques internationales.
 - Inclusion de nouvelles menaces dans l'ensemble existant, telles que les inondations fluviales, les inondations côtières, les glissements de terrain/érosion et les vagues de chaleur, élargissant la portée de l'analyse des risques climatiques et assurant une plus grande précision dans l'identification des vulnérabilités.
 - Intégration de scénarios d'évaluation des risques climatiques à court et moyen terme au SARSAC, basés sur des méthodologies similaires à celles développées par l'UN Environment Programme Finance Initiative (UNEP FI) en collaboration avec le National Institute for Economic and Social Research (NIESR);
 - Mise à jour des procédures et outils existants du Système de gestion des risques sociaux, environnementaux et climatiques (SARSAC) de BRDE.
- **Livrables prévus :**
 - Analyse, définition et approbation du(s) scénario(s) climatique(s) futur(s) pour le calcul du risque climatique localisé dans le cadre du système de gestion des risques sociaux, environnementaux et climatiques (SARSAC) de la BRDE ;
 - Inclusion de nouvelles menaces climatiques dans le SARSAC, telles que les inondations fluviales, les inondations côtières, les glissements de terrain/l'érosion et les vagues de chaleur;
 - Mise à jour des procédures et outils du Système de gestion des risques sociaux, environnementaux et climatiques (SARSAC) de la BRDE, selon les besoins et en fonction de l'évolution des activités.

1.2 Sous-composante 2 : soutien à la gestion des risques climatiques de transition

- **Objectifs** : Développer et mettre en œuvre une méthodologie pour la gestion et l'atténuation du risque climatique de transition dans les opérations de crédit, en tenant compte de l'hétérogénéité de l'exposition à ce risque par les entreprises et les clients desservis par le BRDE.

Cet objectif se traduira par les activités suivantes :

- Développement de mécanismes de suivi continu du portefeuille de crédit accordé aux secteurs les plus sensibles à d'éventuels changements structurels ;
 - Établissement de limites d'exposition aux risques climatiques de transition, le cas échéant;
 - Établir des indicateurs permettant de surveiller efficacement l'exposition aux risques climatiques de transition;
 - Mise à jour des procédures et outils existants du Système de gestion des risques sociaux, environnementaux et climatiques (SARSAC) du BRDE.
- **Livrables attendus** :
 - Élaboration, analyse et approbation de la méthodologie pour la gestion et l'atténuation des risques climatiques de transition dans les opérations de crédit ;
 - Mise à jour des procédures et outils du Système de gestion des risques sociaux, environnementaux et climatiques (SARSAC) de la BRDE, selon les besoins et en fonction de l'évolution des activités.

1.3 Sous-composante 3 : soutien à la gestion des risques de concentration

- **Objectifs** : Élaborer et établir des procédures pour évaluer la concentration excessive sur les risques liés à la transition vers une économie à faible intensité de carbone ou aux impacts physiques du changement climatique.

Cet objectif se traduira par les activités suivantes :

- Mise au point de mécanismes pour identifier et surveiller les concentrations et les niveaux d'exposition au crédit dans les secteurs économiques et les régions géographiques les plus vulnérables aux risques climatiques;
 - Fixer des limites à ces expositions, le cas échéant, afin d'atténuer les répercussions financières et opérationnelles de ces risques;
 - Établissement d'indicateurs pour surveiller et contrôler ces expositions, permettant une gestion efficace des risques climatiques et la détection précoce de concentrations excessives;
 - Mise à jour des procédures et outils existants du Système de gestion des risques sociaux, environnementaux et climatiques (SARSAC) du BRDE.
- **Délais de livraison** :
 - Élaboration, analyse et approbation de la procédure de gestion du risque de concentration dans les opérations de crédit;

- Mise à jour des procédures et outils du Système de gestion des risques sociaux, environnementaux et climatiques (SARSAC) de la BRDE, selon les besoins et en fonction de l'évolution des activités.

1.4 Sous-composante 4 : outil automatisé pour la catégorisation des risques sociaux et environnementaux des soumissionnaires et des clients

- **Objectifs :** Développer un outil automatisé pour catégoriser les risques sociaux et environnementaux des clients, en y incorporant des facteurs aggravants et atténuants conformément aux directives de la Banque centrale du Brésil (BACEN), dans le but de fournir des informations pour la prise de décision et aider à atténuer les impacts et l'identification des opportunités.

Cet objectif se traduira par les activités suivantes :

- Examen des critères réglementaires de la Banque centrale du Brésil (BACEN) et autres normes applicables relatives aux risques sociaux et environnementaux ;
 - Définition et approbation de la portée, granularité, variables clés, indicateurs et métriques qui doivent composer l'analyse;
 - Développement d'un modèle analytique pour la catégorisation du risque social et environnemental, intégrant les facteurs aggravants et atténuants, qui permet une évaluation automatisée et continue des clients, en s'ajustant aux nouvelles directives réglementaires et aux données mises à jour;
 - Spécifications d'interface et/ou d'intégration avec les systèmes existants;
 - Validation des résultats et formation d'équipes en mettant l'accent sur l'interprétation des impacts des facteurs aggravants et atténuants sur les risques sociaux et environnementaux ;
 - Établissement de mesures pour surveiller la performance de l'outil, en évaluant son efficacité dans l'incorporation des facteurs aggravants et atténuants.
- **Livrables attendus :**
 - Examen des critères réglementaires de la Banque centrale du Brésil (BACEN) et d'autres normes applicables relatives aux risques socio-environnementaux.
 - Définition et approbation de la portée, de la granularité, des variables clés, des indicateurs et des mesures qui doivent composer l'analyse.

1.5 Sous-composante 5 : plate-forme d'information de soutien à l'analyste du crédit.

- **Objectifs :** Développer une plateforme intégrée pour fournir des informations détaillées sur les risques sociaux, environnementaux et climatiques (RSAC) à différents niveaux de granularité, dans des contextes nationaux et internationaux. L'outil sera conçu pour aider les analystes du crédit à évaluer les impacts de ces risques, en fournissant des données pertinentes et des informations stratégiques pour identifier et atténuer les risques dans les opérations de crédit.

Cet objectif se traduira par les activités suivantes :

- Identification de sources fiables de données sur les risques sociaux, environnementaux et climatiques (RSAC) à différents niveaux de granularité, couvrant des contextes nationaux et internationaux;
 - Cartographie des variables et indicateurs pertinents pour l'analyse du RSAC, en tenant compte des réglementations applicables et des normes du secteur ;
 - Structuration d'une base de données centralisée capable d'intégrer des informations générales (par exemple, tendances globales des risques) et spécifiques (par exemple, données sectorielles, régionales ou liées à des projets);
 - Développement et mise en œuvre de processus automatisés de mise à jour continue de la base de données pour maintenir les informations actuelles et fiables;
 - Développement d'une interface permettant aux analystes de crédit d'accéder et de visualiser les données rapidement;
 - Intégration de graphiques, de cartes interactives et de rapports automatisés pour faciliter l'interprétation des résultats et permettre l'extraction automatique de données et de rapports;
 - Formation portant à la fois sur la fonctionnalité de l'outil et sur la pertinence de la gestion des RSAC dans le cadre de la concession de crédit;
 - Mise à disposition de manuels et de tutoriels d'utilisation pour des consultations rapides;
 - Validation de la cohérence et de la fiabilité des données et analyses fournies par l'outil;
- **Livrables attendus :**
 - Identifier les besoins;
 - Identifier des sources fiables de données sur les risques sociaux, environnementaux et climatiques (RSAC) à différents niveaux de granularité, couvrant des contextes nationaux et internationaux;
 - Cartographier les variables et indicateurs pertinents;
 - Structuration de bases de données;

1.6 Sous-composante 6 : Réalisation de tests de stress liés aux risques climatiques

- **Objectifs :** Développement d'un outil et d'une procédure structurée pour évaluer la résilience et la vulnérabilité du portefeuille de crédit du BRDE face à des scénarios climatiques extrêmes, au moyen de tests de stress.

Cet objectif se traduira par les activités suivantes :

- Évaluer les cadres et méthodologies reconnus pour la réalisation de tests de stress climatique, sur la base des meilleures pratiques du marché et des exigences réglementaires;
- Définir les objectifs du test de stress climatique, en considérant l'évaluation de la résilience et vulnérabilité du portefeuille de crédit face à différents scénarios climatiques ;
- Identifier et classer les types de risques climatiques à analyser, y compris les risques physiques (aigus et chroniques) et les risques de transition;
- Sélectionner et/ou modéliser des scénarios climatiques spécifiques pour le test de stress ;

- Développer la méthodologie pour l'application des tests de stress, y compris la définition de modèles quantitatifs qui évaluent les impacts financiers des risques climatiques sur le portefeuille de crédit;
 - Établir des indicateurs clés pour mesurer la résilience du portefeuille de crédit aux risques climatiques et aider à identifier les points critiques;
 - Mettre en œuvre des tests pilotes avec un échantillon représentatif du portefeuille de crédit pour valider la méthodologie ;
 - Former les équipes de gestion des risques et les analystes du crédit à l'interprétation et à l'application des tests de stress climatique, en veillant à ce que les résultats soient utilisés efficacement dans les décisions de crédit.
- Livrables attendus :
 - Évaluation des cadres et méthodologies reconnus;
 - Définition des objectifs du test et identification des types de risques climatiques à analyser;
 - Évaluation, sélection et/ou modélisation de scénarios climatiques spécifiques pour le test de stress.

1.7 Sous-composante 7 : modules de formation sur les normes de la Banque mondiale pour le financement de projets à risques E&S élevés (classés B+ et A)

Objectifs : Renforcer les capacités de la BRDE pour évaluer et atténuer les risques E&S des investissements classés B+ et A selon les normes de la Banque mondiale

Cet objectif se traduira par un programme de formation qui doit couvrir tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des aspects environnementaux et sociaux du SARSAC, tels que les équipes commerciales et les équipes risque et conformité. Le contenu sera divisé en 3 sessions suivantes :

- Interprétation des directives spécifiques des normes environnementales et sociales de la Banque mondiale, en soulignant les différences avec les réglementations nationales en matière d'E&S,
 - Formation spécifique pour les membres sur la façon d'utiliser des supports de communication aux clients en ce qui concerne les risques environnementaux et sociaux,
 - Exercice pratique et évaluation (uniquement pour l'équipe SARSAC). Comprend des sessions spécifiques pour les projets environnementaux et sociaux élevés et substantiels (si possible, en utilisant des exemples de projets financés par le prêt de l'AFD).
- Livrables attendus :
 - Sessions et matériel de formation;
 - Adaptation de matériel de communication environnementale et sociale pour le personnel interne et les clients.

2. Composante no 2 : renforcer le financement des infrastructures durables et améliorer la résilience des communautés (DEPIN)

2.1 Sous-composante 1 : Développement d'études en faveur des municipalités clientes de la BRDE qui ont été touchées par les inondations du Rio Grande do Sul de 2023/2024.

Objectifs : Réalisation d'un minimum de 5 études personnalisées en faveur des municipalités qui incluront (i) une cartographie des risques climatiques et (ii) un Masterplan pour la mise en œuvre de plans de résilience climatique et d'atténuation des catastrophes. Les études seront dirigées aux municipalités clientes de BRDE qui ont été les plus touchées (qui ont eu un décret de calamité publique), plus petites et avec une faible capacité institutionnelle.

Les études devraient, dans la mesure du possible, partir des diagnostics existants, informations publiques et/ou déjà développés sur le site, afin de proposer des solutions à un niveau élevé et, si possible, au niveau d'un projet conceptuel pour les problèmes plus graves de ce territoire. Il est également souhaitable d'utiliser des solutions technologiques dans la préparation des études.

L'AFD et la BRDE devront valider chaque étude avant son lancement.

- **Livrables prévus :**
 - Études préliminaires (minimum 5)
 - Plan d'adaptation révisé par les municipalités.

2.2 Sous-composante 2 : élaboration d'au moins 5 projets pilotes personnalisés pour la mise en œuvre de projets de solutions basées sur la nature, d'atténuation du climat ou d'infrastructures durables pour réduire les vulnérabilités des municipalités.

Objectifs : Développement d'au moins 5 projets pilotes à partir des catalogues existants de types les plus récurrents, adaptables et potentiellement extensibles (peuvent être déployés ailleurs) de projets de solutions basées sur la nature (SBN), d'atténuation du changement climatique ou d'infrastructures durables avec des adaptations mineures.

Le consultant travaillera à partir des données publiques, en collaboration avec la BRDE et l'AFD, en identifiant et en choisissant les types de projets qui sont les plus pertinents pour la région Sud, sont les plus urgents à l'heure actuelle, ont le plus de chance d'être mis en œuvre selon le pipeline de crédits aux municipalités cibles de la BRDE et, encore, ils sont extensibles (peuvent être déployés ailleurs).

Cet objectif se traduira par les activités suivantes : identification des projets conceptuels déjà existants dans des catalogues, promotion des adaptations pour la région si nécessaire et préparation des termes de référence et d'un budget, devant permettre à la BRDE d'offrir un soutien aux municipalités clientes qui souhaitent financer leur mise en œuvre avec des lignes de crédit de la BRDE, de l'AFD et de tiers.

- **Livrables prévus :**
 - Minimum de 5 projets SBN éligibles préparés, y compris les termes de référence et le budget des travaux.

2.3 Sous-composante 3 : Préparation de projets pour au moins 5 municipalités aux fins du développement et de la mise en œuvre d'ouvrages ou de mesures découlant des plans d'adaptation au climat.

Objectifs : Avec ou sans base dans les études précédentes, il doit être offert par des conseils spécialisés ou même à travers des projets cofinancés par le BRDE, fondations ou organisation de la société civile le soutien technique pour la préparation des municipalités, aux fins de développement et de mise en œuvre des Plans d'adaptation au climat avec possibilité de financement par la BRDE avec des lignes de crédit de l'AFD ou de tiers.

Cet objectif sera traduit par les activités suivantes : seront soutenus min. 5 Municipalités dans la région, à travers le détail des plans ou Masterplan existants, développement d'études complémentaires, fourniture d'un soutien technique et institutionnel pour la structuration et l'élaboration de projets pouvant être financés par le BRDE. Dans le cas d'adaptations plus simples, les projets seront déjà détaillés par des consultants spécialisés. Des travaux ou infrastructures plus complexes pourront voir leurs projets de base développés après l'octroi du financement.

- **Délais de livraison :**
 - Minimum de 5 projets éligibles pour le financement par la BRDE préparés.

3. Composante n°3 : Accompagner l'offre de crédits en faveur d'une production rurale plus durable (SUCEC + AGENCES + CRESA)

3.1 Sous-composante 1 : suivi, évaluation et alignement de la ligne de crédit AFD sur l'ODD 2 sécurité alimentaire, agriculture durable et résiliente.

- **Objectifs et livrables :** Soutenir et réviser la typologie des projets durables du BRDE relatifs à l'ODD 2 sécurité alimentaire, agriculture durable et résiliente, en s'appuyant sur l'analyse ex-ante d'investissements présentés par la BRDE.

Cet objectif se traduira par les activités et livrables suivant :

- Selon les taxonomies existantes (voir aussi la classification du programme ABC+), évaluation et amélioration de la taxonomie utilisée par la BRDE pour évaluer si les investissements présentés par la BRDE sont les plus favorables au climat, à la biodiversité, à la conservation de l'eau ou à la protection des sols.
- Soutien à la BRDE pour vérifier les critères de l'AFD en matière d'agriculture durable pour une éventuelle allocation de crédits présentés par la BRDE sur la ligne de crédit AFD.
- Notation des investissements présentés par la BRDE en fonction de l'impact attendu, pour une reddition de comptes plus précise.

- Évaluation du processus et inventaire des outils applicables et pertinents, si nécessaire, de façon à contribuer à l'analyse des investissements présentés.

3.2 Sous-composante 2 : formation sur le suivi et l'évaluation des indicateurs d'impact pour le secteur agricole

Objectifs : Identification et évaluation de processus de production et de technologies plus durables pour la production rurale, avec modélisation de l'analyse d'impact des projets financés par la BRDE, orientation des meilleures pratiques et des technologies les plus durables à promouvoir dans les zones rurales et leurs activités de soutien telles que le stockage et les actions coopératives.

Cet objectif se traduira par les activités suivantes

- Analyse des outils existants au sein de la BRDE pour mesurer les principaux indicateurs de performance, tels que empreinte carbone, réduction de l'utilisation d'eau, protection complète du sol (sols entièrement couverts), rétention d'eau dans les paysages, préservation de la biodiversité, etc.
- Présentation de l'analyse et des conseils sur les meilleures pratiques dans l'évaluation des projets agricoles.
- Présentation et formation pour les bénéficiaires finaux, tels que les coopératives
- Livrables prévus :
 - Rapport d'analyse des outils, avec suggestions d'amélioration et intégration des outils pertinents
 - Rapport sur les meilleures pratiques internationales et les tendances réglementaires dans le domaine
 - Soutien à la construction de méthodologies d'analyse d'impact à partir de données secondaires pour renforcer les rapports d'impact
 - Formation des bénéficiaires finaux sur le processus d'évaluation de la BRDE

Article 5. Conditions de livraison et d'exécution

Le contrat sera attribué à un seul adjudicataire. Les consortiums sont autorisés.

Pour la réalisation de toutes les actions définies à l'article 3, la BRDE fournira dans ses locaux des salles pour la réalisation des ateliers, coffee breaks, invitations, équipements d'appui fixes (ordinateurs, microphones, internet, projecteurs). Une salle temporaire pour le consultant contractuel et, en ce qui concerne les missions d'experts extérieurs au consultant, pour les interprètes et les appareils de traduction.

Le soumissionnaire met à disposition le reste de l'équipement nécessaire pour la fourniture d'une assistance technique. L'AFD ne fournira aucun soutien logistique à la structure de Coopération technique.

L'AT sur le terrain prendra la forme d'une structure décentralisée. Le proposant doit proposer une organisation plus efficace de l'équipe et de ses déplacements. Vous pouvez procéder comme suit :

- Un(e) chef(fe) de projet **local(e), lusophone avec une excellente maîtrise de l'anglais ou du français**, directement responsable de la mise en œuvre des composantes du programme de coopération technique ainsi que de la coordination des experts techniques mobilisés pour l'exécution des autres activités. Le (la) chef(fe) de projet doit allouer environ 25% de son temps à la coordination des activités.
- Un « groupe de spécialistes techniques », mobilisables sur demande tout au long de la mission par le chef de projet coordinateur.
- Une cellule de gestion du projet, composée d'un minimum des interlocuteurs *mentionnés* ci-dessus, qui assurera l'interface avec l'AFD, la BRDE et les autres acteurs locaux ou internationaux nécessaires à la réalisation du programme. À ce titre, la BRDE créera un comité interne de suivi du projet sur lequel le consultant pourra s'appuyer.

Profils requis

Chef(fe) de projet : consultant international expérimenté(e), basé(e) de préférence localement, avec une expérience confirmée (i) dans la gestion de projets dans le contexte des pays émergents ou du Brésil et plus spécifiquement (ii) Expérience dans la réalisation de l'Agenda 2030 par les banques de développement (iii) expérience liée aux investissements qui représentent un co-investissement dans le domaine du changement climatique (adaptation et atténuation). Une expérience de travail avec des banques dans les pays en développement/émergents, ou au Brésil, et avec des donateurs internationaux serait très appréciée. Le (la) chef(fe) de projet doit avoir des compétences en gestion/coordination de projets, communication et gestion et être lusophone avec une excellente maîtrise de l'anglais ou du français.

Pool d'experts à court terme : les experts à court terme devraient avoir des profils très spécialisés et techniques dans leurs domaines :

- Gestion des risques financiers E&S et climatiques par les banques. Un(e) expert(e) senior avec l'appui de consultants moins expérimentés.
- Financement du climat. Un(e) expert(e) senior avec l'appui de consultants moins expérimentés.
- Infrastructures résilientes. Un(e) expert(e) senior avec l'appui de consultants moins expérimentés.
- Agriculture durable. Un(e) expert(e) senior avec l'appui de consultants moins expérimentés.

Article 6. Rapports de suivi

Une réunion de lancement aura lieu au début de la mission, en présence du consultant, de la BRDE et de l'AFD.

En plus des livrables techniques liés à chaque activité, le Consultant doit soumettre, pour le suivi général du service, les rapports suivants.

Un rapport de lancement :

Au plus tard 20 jours ouvrés après le début de la mission, le Consultant présentera un rapport de démarrage, soumis pour validation à l'AFD (en collaboration avec la BRDE) et comprenant :

- Le plan détaillé des activités de coopération technique,
- La méthodologie détaillée du service,
- Un programme de travail détaillé pour les deux premiers trimestres comprenant les livrables proposés,
- Un planning détaillé de la mobilisation des différents experts pour les deux prochains trimestres.

Rapports trimestriels comprenant au moins les éléments suivants :

- Un rapport sur l'activité du consultant (avancement des activités) pour chaque composante et sous-activités,
- Rapport financier du contrat de Consultant
- Comparaison du réel par rapport au prévu et justifications des écarts potentiels ;
- Identification des difficultés potentielles et propositions pour y remédier
- Le programme de travail du trimestre passé et le programme provisoire pour les deux prochains trimestres,
- Un calendrier détaillé pour la mobilisation d'experts à court terme pour les deux prochains trimestres.

Les rapports des comités de pilotage organisés au moins tous les trois mois comprenant :

- La présentation faite au comité de pilotage incluant entre autres : la planification des activités pour les mois à venir, le détail des activités réalisées
- Un résumé des discussions du comité de pilotage

À la fin du contrat, le Consultant produira un rapport final comparant les activités réalisées avec les objectifs fixés lors du lancement du programme, décrivant les résultats du programme et les marges possibles d'amélioration. Un projet de rapport final sera soumis à l'AFD un mois avant la fin des travaux. La version finale du rapport final, en tenant compte des commentaires de l'AFD, doit être envoyée à la BRDE et à l'AFD 30 jours avant la fin de la mission.

Article 7. Principales caractéristiques administratives du contrat de bon de commande

a. Conditions générales

Dans la mesure où il est difficile de prévoir à l'avance le contenu, la période et la durée **de chacune des activités décrites ci-dessus**, le principe d'un contrat avec commandes (bons de commande) d'un bureau (ou groupement de services) d'études spécialisées a été adopté.

La liste des prix unitaires résultant de l'appel d'offres sera donc à prix fermes et non révisables pendant cette période.

b. Déclenchement d'une intervention

Chaque intervention (ou mission) devra faire l'objet d'un bon de commande spécifique de l'AFD avec le bureau d'études sélectionné. Ce bon de commande détaille les termes de référence de la mission ainsi qu'un calendrier d'exécution et la nature des connaissances souhaitées.

En réponse au bon de commande transmis par l'AFD, le bureau d'études proposera à l'AFD, dans un délai maximum d'une semaine civile : (i) CV d'experts remplissant les critères et disponibles pendant la période considérée, (ii) un calendrier pour l'exécution de la prestation ; et (iii) un budget détaillé basé sur l'application de la liste des prix unitaires résultant de l'appel d'offres et incluant les frais supplémentaires de déplacement et les dépenses de subsistance éventuelles. Les CV présentés par le bureau d'études correspondront à ceux proposés dans le cadre de l'appel d'offres. Comportant toutefois la difficulté de mobiliser dans des délais courts des experts qualifiés, le bureau d'études aura la possibilité, en cas d'indisponibilité de l'expert initial, de soumettre à l'AFD le CV d'un autre expert ayant au moins les mêmes compétences, et en appliquant les mêmes prix unitaires de prestation. L'AFD doit donner son consentement préalable à tout curriculum qui lui est présenté par le bureau d'études dans le cadre de ce contrat.

L'accord de l'AFD sera formalisé par la transmission au prestataire du devis accepté, auquel l'AFD aura ajouté la mention « Accord pour le début de la prestation ». Le prestataire ne doit pas dépasser un mois calendaire entre cet accord et la mobilisation effective des experts sollicités (début de l'intervention).

c. Répartition budgétaire estimée

Prestations attendues	Répartition budgétaire estimée
Composant 1 - risques E&S&C	40 % - 150 k EUR
Composante 2 - Infrastructures durables	40 % - 150 k EUR
Composante 3 - agriculture durable	20 % - 80 k EUR

La ventilation budgétaire susmentionnée est présentée à titre indicatif et pourra être revue au cours du déroulement de la coopération technique.

Article 7. CALENDRIER ET GESTION DU SERVICE

La prestation est prévue pour une période de 24 mois. La durée du contrat sera de 36 mois.

Calendrier indicatif d'exécution

[illegible]

La direction du service sera assurée par Laurent Mélère, Paulo Simplicio et Camila Leotti de l'agence de Brasilia.

Du côté de BRDE, les interlocuteurs seront les responsables suivants :

Composante 1 - SURIS

Composante 2 - SUPLA

Composante 3 - SUPLA

Pour assurer la cohérence du programme et coordonner la mobilisation des départements concernés, la BRDE aura un coordinateur pour le programme de coopération technique.

Article 8. LANGUE DE TRAVAIL

La langue des documents contractuels est la langue française.

L'exécution du contrat requiert l'utilisation de la langue portugaise ainsi que de l'anglais ou du français dans les relations avec le pouvoir adjudicateur et la BRDE (documents, réunions, appels téléphoniques, courrier électronique), notamment pour :

- Tenue ou participation à des réunions,
- Rédaction des résultats, qui devront être remis en portugais, à l'exception du rapport de suivi semestriel, qui sera remis en anglais ou en français.
- Les rapports de suivi des prestations exécutées.

La maîtrise des deux langues (portugais et anglais ou portugais et français) par le(la) Chef(fe) de Projet et du portugais par l'équipe d'experts proposée par le Prestataire est impérative.